



Doc. 14045
27 avril 2016

Les «Panama papers» et le besoin de justice sociale et fiscale et de confiance dans notre système démocratique

Proposition de résolution

déposée par M. Mart van de VEN et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

Le lundi 18 avril 2016, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a tenu un débat d'actualité sur l'affaire des «Panama papers» et le besoin de justice sociale et fiscale et de confiance dans notre système démocratique dans lequel. Durant ce débat, il a été question des structures juridiques internationales opaques faisant intervenir des juridictions «offshore» comme le Panama.

Des travaux sont déjà menés par l'OCDE à la demande du G-20 dans le cadre du projet sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS), et publiés le 5 octobre 2015, ainsi que de récentes propositions présentées par la Commission européenne dans son «paquet sur la lutte contre l'évasion fiscale» (ATAP) du 28 janvier 2016 ont été élaborées.

Les «Panama papers» soulignent l'importance de mesures supplémentaires de lutte contre la fraude fiscale internationale et les stratégies abusives d'optimisation fiscale organisées par des structures juridiques internationales opaques.

La confiance des citoyens de nos systèmes démocratiques est ébranlée par les «Panama papers», qui révèlent clairement que ces structures sont incompatibles avec les exigences de transparence qui devraient caractériser la levée de l'impôt.

Le public demande aux gouvernements de prendre des mesures de lutte contre la fraude fiscale internationale et l'optimisation fiscale abusive.

Par conséquent, l'Assemblée parlementaire devrait mener une enquête sur le problème des structures juridiques internationales opaques qui organisent la fraude fiscale internationale et les stratégies abusives d'optimisation fiscale.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

VEN Mart, van de, Pays-Bas, ADLE
ARIEV Volodymyr, Ukraine, PPE/DC
BILDARRATZ Jokin, Espagne, ADLE
BONET Sílvia Eloïsa, Andorre, SOC
BUTLER Dawn, Royaume-Uni, SOC
CHIKOVANI Irakli, Géorgie, ADLE
GAMBARO Adele, Italie, ADLE
GUTIÉRREZ Antonio, Espagne, SOC
HAMID Hamid, Bulgarie, ADLE
HERKEL Andres, Estonie, PPE/DC
JORDANA Carles, Andorre, ADLE
KANDELAKI Giorgi, Géorgie, PPE/DC
KLEINBERGA Nellija, Lettonie, ADLE
KOX Tiny, Pays-Bas, GUE
LUNDGREN Kerstin, Suède, ADLE
MILTENBURG Anouchka, van, Pays-Bas, ADLE
NIKOLIĆ Miljana, Serbie, PPE/DC
PALLARÉS Judith, Andorre, ADLE
SCHRIJVER Nico, Pays-Bas, SOC
TAKTAKISHVILI Chiora, Géorgie, ADLE
THIÉRY Damien, Belgique, ADLE
ZOTEA Alina, République de Moldova, ADLE
ZOURABIAN Levon, Arménie, ADLE

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste